



**Saint-Symphorien-
d'Ozon**

Nombre de conseillers : 29

Présents : 28

Pouvoir : 1

Absents :

Quorum : 15

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE
DE SAINT SYMPHORIEN D'OZON
CONSEIL MUNICIPAL DU 22 SEPTEMBRE 2026

DELIB-2026-65

L'an deux mil vingt-six, le 22 septembre, à 19 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon, dûment convoqué le 16 septembre, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Arnaud DELEU, Maire.

Secrétaire de séance : Quentin BARBET-VERVLIET

MEMBRES PRESENTS :

Mmes et MM Arnaud DELEU – Quentin BARBET-VERVLIET – Geneviève GLEYNAT – Thibaut DUEZ – Béatrice CHASTEL – Bruno BARAZZUTTI – Sylvie COLOMBET – David ARRAÏS – Nathalie CEDDIA – Pascale LUCARELLI – Philippe TOUZET – Blandine BOST – Gaëlle ROLLY – Loïc JUVIGNY – Fabien CHARRETON – Aurélie WICES-MOREAU – Noémie PROST-PICAZO – Marie GELLY – Mégane ALLÈGRE-DUPONT – Thomas BOST – Alexis GAILLARDIN – René MARTINEZ – Sylvie CARRE – Valérie SPYCKERELLE – Mathieu DUSSERT-BRESSON – Vanessa REVEL – Séverine MORA – Thierry DEVEAUX

POUVOIRS :

Franck SLAWINSKI qui a donné procuration à Loïc JUVIGNY

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION D'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS COMMUNAUX ET DE PARTENARIAT AVEC LES ASSOCIATIONS LOCALES

IJ/Traité en commission "Associations " le 27 août 2026

La Commune de Saint-Symphorien-d'Ozon met à disposition des associations locales, à titre gracieux, différents locaux et équipements communaux afin de leur permettre d'exercer leurs activités.

Ces mises à disposition constituent un soutien de la Commune à la vie associative locale. Elles nécessitent également de garantir une utilisation organisée, équitable et sécurisée des équipements municipaux.

La mise à disposition des équipements communaux aux associations s'inscrit dans le cadre des compétences du Conseil municipal qui, en application de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

L'article L.2144-3 du même code encadre plus spécifiquement l'utilisation des locaux communaux par les associations et confie au maire le soin d'en déterminer les conditions d'utilisation, compte tenu notamment des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public.

Afin d'harmoniser les pratiques et de formaliser les conditions dans lesquelles les associations bénéficient de ces équipements, il est proposé d'établir une convention-type annuelle de mise à disposition des équipements communaux.

Cette convention précise notamment les locaux et créneaux attribués, les modalités d'utilisation et de modification des plannings, les responsabilités respectives des parties, ainsi que les règles relatives à la sécurité, à l'assurance, à l'entretien et à la restitution des équipements.

Elle est conclue avec chaque association concernée pour une année scolaire et accompagnée d'un planning précisant les locaux et créneaux attribués. Son renouvellement n'est pas automatique et demeure notamment soumis aux besoins exprimés par l'association, aux disponibilités des équipements et aux nécessités de fonctionnement des services municipaux.

1/2

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-65-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2144-3 ;

Considérant le soutien apporté par la Commune aux activités des associations locales par la mise à disposition à titre gracieux d'équipements communaux ;

Considérant la nécessité d'assurer une gestion cohérente et équitable de ces équipements et de formaliser leurs conditions d'utilisation ;

Considérant la nécessité de définir les droits et obligations respectifs de la Commune et des associations bénéficiaires, notamment en matière de planning, de sécurité, de responsabilité, d'assurance, d'entretien et de restitution des équipements ;

Considérant qu'une convention-type annuelle permet d'établir un cadre commun tout en précisant, pour chaque association, les équipements et créneaux qui lui sont attribués ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- APPROUVE la convention-type annuelle de mise à disposition des équipements communaux aux associations locales, annexée à la présente délibération, applicable à compter de l'année scolaire 2026-2027 ;
- PRÉCISE qu'une convention est conclue pour chaque année scolaire avec chacune des associations concernées, en fonction notamment des besoins exprimés, des locaux et créneaux disponibles et des nécessités de fonctionnement des services municipaux ;
- PRÉCISE que la conclusion d'une convention au titre d'une année scolaire ne confère à l'association aucun droit au renouvellement de la mise à disposition ni au maintien à l'identique des équipements ou créneaux attribués pour l'année suivante ;
- PRÉCISE que les mises à disposition relevant de cette convention sont consenties à titre gracieux, sans préjudice des tarifs éventuellement applicables aux utilisations ponctuelles ou exceptionnelles des équipements municipaux ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer chaque année les conventions établies sur la base du modèle approuvé par la présente délibération ainsi que leurs annexes précisant les équipements et créneaux attribués.

■ télétransmis en Préfecture
Le 24 septembre 2026

■ Date de mise en ligne sur
le site Internet de la collectivité
Le 24 septembre 2026



Le Maire,

. Deleu

Arnaud DELEU

Le secrétaire de séance,

[Signature]

Quentin BARBET-VERVLIT

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-65-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026